

Six Jeunes syndiqués témoignent : Venez nous rejoindre, syndiquez vous au SNESUP-FSU



2005 – 2006

Ils sont six jeunes adhérents du SNESUP, avec des parcours, des projets différents, à l'image des 220 nouveaux qui se sont syndiqués depuis septembre. Ils vous font part de leurs réflexions croisées avec des responsables du SNESUP.

Pourquoi ils se sont syndiqués, ce qu'ils voudraient faire avancer avec vous :

Début de carrière : trop de choses qui ne vont pas

« On nous demande beaucoup, on a pas le temps pour tout faire ». (Jean François). Le début de carrière, pour un jeune c'est très difficile, pour tout ce qu'il y a à faire, des enseignements à lancer, une recherche à redéployer, des tâches administratives. » (Robin). Et pour une doctorante allocataire : « gagner à peine plus que le SMIC avec un bac+10 et des concours, et devoir se faire aider encore par les parents certaines années faute de poste n'est pas tout à fait normal » (Aurélia) Et ne parlons pas des doctorants vacataires ou ATER ! D'autant qu'« Après la thèse le calvaire continue de post doc en post doc... Il n'y a rien de sûr » (Jean François). Ce peut être dramatique pour la vie de couple » (Aurélia) qui précise avec retenue : « il existe une précarité et une instabilité professionnelles qui peuvent fortement jouer sur la vie personnelle... ».

À travers des parcours très différents, les jeunes chercheurs et enseignants du supérieur, quel que soit leur statut, vivent des situations difficiles, parfois, souvent jusqu'au-delà du supportable. Pour un témoin venu de l'extérieur, comme R.B (venue du Brésil pour sa thèse) « la situation des doctorants c'est choquant pour un pays comme la France, je ne comprends pas comment c'est possible, et pourquoi les étudiants acceptent ou supportent ».

Faire le point, comme cela, c'est poser directement la participation à l'activité collective, au syndicat :

Aux Etats Généraux de Grenoble, le SNESUP a défendu le principe de « l'accès à l'emploi au plus près de la thèse ». Contre la précarisation étendue et aggravée qu'organise le gouvernement, le syndicat défend la proposition d'un plan national de résorption de la précarité, une allocation d'étude aux étudiants, la mise en place de dispositifs de pré recrutements pour les enseignants dans le second degré, l'enseignement supérieur, la recherche, et en mesure immédiate l'augmentation du nombre et du montant des allocations recherche.

« Enseigner en même temps que l'on recherche c'est un métier passionnant ... et difficile ... ». C'est difficile pour un jeune PRAG assurant des préparations au CAPES (Robin), comme pour un doctorant vacataire ou ATER achevant sa thèse. Mais c'est passionnant. Tout l'enjeu c'est de faire partager des connaissances, des méthodes...

C'est par exemple en IUT, de « construire de bonnes formations, ouverte à tous en liant théorie et technologie, mais il faut en avoir les moyens » (Antonio). Le manque de moyens, le manque de temps sont fortement soulignés par tous. Et ce sont souvent les « nouveaux » qui sont chargés des premières années, « alors que cela exige beaucoup de pédagogie, un suivi important, des charges administratives lourdes, comme responsable d'un parcours par exemple, et

cela avec des TP comptés à 0.66 dans le service ». Deux revendications sont fortement réclamées :

TP = TD et retour aux 150 heures de service d'enseignement. Le SNESUP demande également la réduction à un demi service pour tous les nouveaux enseignants chercheurs, la prise en compte de l'ensemble des activités pédagogiques et de gestion dans le service.

Recherche : entre attentes et déceptions, des exigences fortes

L'activité concrète de recherche est le deuxième volet de ce « double métier » d'enseignant-chercheur. Mais ce qui déçoit dès l'entrée en 3ème cycle, c'est la pauvreté des moyens, la concurrence dès le DEA, et un certain isolement, faute de travail vraiment collectif. C'est souligné en histoire par Aurélia : « en sciences humaines, et particulièrement en histoire, le travail de recherche est solitaire ; l'aide des laboratoires ne se résume parfois qu'à de petites aides pour les déplacements dans les archives en France et c'est encore plus difficile quand on travaille sur l'étranger ». Mais aussi en sciences dures, « même dans une grosse équipe, la recherche c'est avec quelques uns que je la fais » (Olivier). La stratification hiérarchique (entre A et B, entre doctorants et responsables) renforce ces fragmentations. « Doctorants, on est pris dans une spirale : produire pour avoir un poste. La solidarité c'est difficile. Mais pourtant en 2004, le mouvement pour la recherche a bien pris, il a fait prendre conscience de ce qui se passe... » (Jean François)... « Les jeunes chercheurs ont mieux pris conscience qu'il faut être ensemble, agir collectivement » (Antonio). C'est comme cela que nous avons pu arracher 700 postes en 2004 et 3000 postes en 2005. Mais aujourd'hui, la question est directement posée : avec le « pacte pour la recherche » « le projet que nous avons construit dans le mouvement est détourné par le gouvernement, c'est l'ANR, les Pôles d'Excellence, le copinage des évaluations, la précarité des emplois pour les jeunes chercheurs. » (R.B).

De fortes inquiétudes, un frémissement, des interrogations nouvelles, comment développer une dynamique syndicale large et renouvelée ?

« À Clermont, des nouveaux, des jeunes sont venus au récent débat sur le « Pacte recherche », (Antonio), « à l'Université de Provence, on sent un frémissement et une prise de conscience depuis 2004 » (Aurélia).

Ce rassemblement dans l'action, ces propositions largement débattues, ces solidarités reconstruites n'est ce pas cela le syndicalisme du SNESUP ?

Ont témoigné : Olivier Alata MCF à Poitiers, Robin Bosdeveix PRAG à Paris 7, R.B. MCF à Paris, Jean-François Brugère MCF à Clermont 1 (IUT), Aurélia Dusserre, Doctorante (Histoire) à l'Université de Provence, Antonio Freitas, MCF à Clermont 1 (IUT).



« Enseigner en même temps que l'on recherche, c'est un métier passionnant et difficile ... »

Jeunes chercheurs, doctorants et docteurs, nouveaux collègues, le SNESUP est votre syndicat.

En 2004, le SNESUP a été un acteur efficace des Etats Généraux de la communauté scientifique rassemblée à Grenoble. Dans les prolongements du mouvement, en 2005, c'est l'unité d'action entre syndicats, avec SLR, la solidarité des personnels est ce qui a fait échouer le projet LOPRI de Fillon. Le « Pacte pour la Recherche », de ces mois-ci est un détournement, une inversion des propositions de Grenoble que le gouvernement veut faire passer en urgence. Il commande une mobilisation rapide et large, et cela interroge : comment résister à cette attaque contre la recherche publique, contre l'emploi ? Comment mettre en échec les attaques contre les garanties statutaires ? Les modulations imposées de service ?

Le SNESUP est pour vous, pour les jeunes docteurs et doctorants, pour les nouveaux collègues, l'outil, le moyen de ce rassemblement. Il est le syndicat de tous les enseignants du supérieur, de très loin le plus influent (40 %) et le seul vraiment organisé avec ses 6000 adhérents. Des jeunes adhèrent plus nombreux au SNESUP, pour faire face aux attaques contre la recherche et l'enseignement publics, contre l'emploi des jeunes, mais il faut au SNESUP des forces plus nombreuses encore, des capacités d'initiatives et de rassemblement beaucoup plus étendues.

Il y a encore l'idée chez des jeunes de « faire avancer ma carrière avant de me lancer dans la vie collective (R.B) », « les jeunes sont débordés, en début de carrière, ils ne pensent pouvoir consacrer, suffisamment de temps à l'activité syndicale » ou encore plus étonnant : « le SNESUP, c'est pour les titulaires ! ».

Et, bien sûr, l'image portée par les médias : *les syndicats sont perçus comme un outil de défense corporatiste.* » (Aurélia) Pour ceux des récents syndiqués qui assurent maintenant des responsabilités dans une section du SNESUP, il faut briser ces idées reçues :

« il y a nécessité de mieux faire percevoir la portée, la visibilité du syndicat : c'est un moyen d'être informé, de débattre, d'intervenir, par exemple sur les problèmes de la recherche... » (R.B). C'est la volonté « d'associer les collègues, de se sentir ensemble pour des propositions nouvelles, contre les choix imposés d'en haut, et d'y associer particulièrement les jeunes. (Antonio) ». Tous soulignent combien l'université est devenue « une grosse machine dont on ne connaît pas le fonctionnement » (Aurélia) avec « des conseils sans débat de fond » et « une gestion de l'université comme une entreprise » (Antonio).

Mais avec l'exigence d'être partie prenante, cette aspiration à débattre, à intervenir, n'est ce pas un syndicalisme renouvelé, renforcé qui se construit par les jeunes eux mêmes, par les premiers intéressés ?

Coordination Maurice Hérin, Secteur Syndicalisation.

Le SNESUP-FSU est plus que jamais un espace de résistance collective, de débat, de rassemblement, d'action et de transformation sociale. Vous y avez toute votre place, vous y êtes attendus et vous compterez pour définir le monde universitaire d'aujourd'hui et de demain. Donnez force à vos engagements professionnels et sociaux : adhérez au SNESUP !

Jean Fabbri, secrétaire général.

Pour adhérer au SNESUP, faire part de vos avis et réflexions :

Soit prendre contact avec un responsable local, il vous remettra les formulaires 2006, d'adhésion, et de cotisation.

Soit sur www.snesup.fr, cliquer « Se syndiquer » : la présentation du SNESUP, les formulaires 2006.

De toute façon, signaler votre adhésion, avec vos coordonnées, au siège, pour prise en compte, envoi des publications du SNESUP : tresorerie@snesup.fr

Tél : Laetitia : 01.44.79.96.16 SNESUP-FSU 78 rue du Fg St Denis 75010 PARIS.